

LE DEBRIEF D'API N°27 7 MAI 2025

Tandis que les négociations entre Erevan et Bakou frôlent en théorie l'issue tant attendue d'un accord de paix, les dynamiques autour du texte rappellent que la concrétisation de tout progrès reste soumise à la volonté de l'Azerbaïdjan. Simultanément à l'annonce d'un "accord sur le texte" mi-mars 2025, Bakou a fait part d'exigences hors de tout cadre convenu et intensifié la pression armée diffuse sur l'Arménie. Au Syunik, les violations du cessez-le-feu quasi-quotidiennes menacent désormais la saison des semailles. L'historien Altay Goyushov parle d'un maintien délibéré de la situation de « ni guerre ni paix » qui répond au contexte international - démarrage de nouvelles relations entre Bakou et l'administration Trump à Washington- et qui permet, en attendant, d'entretenir l'inconfort de l'Arménie, soumise à une pression continue.

Dans ce climat d'incertitude prolongée, tournons nos regards vers la Turquie. Ankara joue un rôle constructif dans la phase en cours des négociations, appelant de ses vœux une signature, bien que ses positions fondamentales demeurent inchangées. Loin des communiqués officiels et de cette frontière obstinément close, un autre type de lien est visible. L'historienne Elodie Gavrilofov nous invite à le toucher du doigt à travers la gestion conjointe de l'eau entre riverains au réservoir de Arpaçay/Akhuryan. Si la frontière y est aussi hermétique qu'ailleurs, les collaborations scientifiques transfrontalières ou encore les échanges humains, aussi discrets soient-ils, témoignent d'une interdépendance souterraine autour de ressources communes. L'eau partagée devient ainsi un vecteur inattendu de dialogue, incarnant ces ponts invisibles que les diplomates peinent à construire.



Ce lien ténu entre cloisonnement et ouverture se retrouve aussi dans l'héritage de la fondation de la République turque. L'historien Taner Akçam, spécialiste reconnu des études sur les génocides, était à Erevan ce 24 avril pour la publication de son ouvrage Cent ans d'apartheid en version arménienne, coïncidant avec la commémoration du 110ème anniversaire du génocide. Son ouvrage expose les piliers d'un régime fondé sur l'exclusion institutionnelle des minorités, dont les effets délétères se font sentir dans les difficultés de la démocratisation et de l'Etat de droit en Turquie. Ces paramètres ne sont pas sans incidence sur les blocages diplomatiques persistants d'aujourd'hui.

Les formes de conflictualité insidieuses s'accroissent à l'intérieur des sociétés. La guerre cognitive menée par Moscou s'intensifie en direction de l'Arménie, avec l'entrée dans la phase pré-électorale en vue des élections parlementaires de 2026. Moscou et Bakou rivalisent de créativité pour influencer l'opinion publique, ici en France, là-bas en Arménie, à travers de vastes campagnes de désinformation et de manipulation des points de dissensions internes aux sociétés. Ici les étoiles de David peintes en bleu à Paris, là-bas des posts pour ranimer l'éternelle peur de la Turquie et pousser dans les bras du "grand frère" russe. Les failles informationnelles deviennent des brèches stratégiques pour les adversaires. En attendant un Viginum arménien, l'éducation est clé. Parce qu'une société résiliente se construit aussi par l'éducation à l'esprit critique et la sécurisation des esprits, Armenia Peace Initiative continue d'informer et de former. Nos formations en cybersécurité se poursuivent. Intensives avec l'UFAR, avec la conclusion d'une 4ème session; plus généralistes avec Relq, avec une 2ème cohorte formée en mars 2025.



Dans ce Debrief, ces réalités multiples se croisent. Elles dessinent un paysage complexe où les frontières ne sont pas avant tout des lignes sur une carte, mais aussi et surtout des zones de fragilité pour les populations locales, de vulnérabilités des systèmes d'informations et de fractures dans les esprits. Sur tous ces fronts, des actions concrètes, même modestes, peuvent réduire certaines failles. C'est dans cet esprit qu'API agit.

Bonne lecture à toutes et à tous !

Taline Papazian

1. Dialogues des interstices : la frontière arméno-turque au prisme de l'eau partagée



Figure 1 - Extrait du documentaire Neighbors réalisé par Gor Baghdasaryan en 2011

Elodie Gavrilof

Le contexte

Devant le monastère de Khor Virap, face au Mont Ararat, la réalité de la frontière fermée s'impose brutalement. En contrebas, des miradors jalonnent la route, gardant une zone inaccessible sans autorisations spéciales, réservée uniquement aux résidents. Cette militarisation saisissante incarne physiquement une frontière scellée depuis 1993. Les deux côtés semblent figés dans un mutisme réciproque. Pourtant, un regard plus rapproché révèle des nuances insoupçonnées. La gestion partagée du barrage d'Arpaçay/Akhuryan, construit entre 1975 et 1980 grâce à des accords bilatéraux, illustre une interdépendance concrète : près de 525 millions de m³ d'eau sont distribués chaque année entre les provinces agricoles des deux pays.

L'analyse

Des formes de coopération ténues sur des ressources communes persistent. En dépit de l'absence de relations diplomatiques, une commission interétatique veille depuis 2004 au respect des quotas d'irrigation. Autour de la rivière, cette étroite bande interdite crée involontairement un micro-espace transfrontalier où émergent des dynamiques singulières, échappant, au moins un peu, aux tensions officielles entre les deux États. Parallèlement, chercheurs et universitaires déploient des efforts pour établir des plateformes scientifiques communes aux pays de la région. Enfin, à l'échelle locale, quelques gestes simples témoignent d'un lien humain persistant. Des riverains échangent à distance, des artistes collaborent, et des documentaires comme Neighbors de Gor Baghdasaryan capturent ces moments rares de communication de part et d'autre du fleuve.

2. Cent ans d'apartheid: à Erevan, l'historien Taner Akçam projette la lumière sur le passé occulté de la République turque



Le contexte

Le 25 avril 2025, à l'Université américaine d'Arménie (AUA), l'historien turc Taner Akçam a présenté la traduction de son ouvrage *The Hundred Years of Apartheid: A History of the Turkish Republic* (« Cent ans d'apartheid : une histoire de la République turque ») en arménien. Chercheur sur les génocides et spécialiste du génocide des Arméniens, Akçam centre son ouvrage sur une thèse forte : depuis sa fondation, la République turque fonctionne comme un régime d'apartheid : « L'inégalité n'est pas une simple anomalie de ce système politique, mais bel et bien un principe fondateur, profondément inscrit dans la constitution et le système juridique », explique-t-il. Pour Taner Akçam, les origines de ce système remontent directement à la période 1915-1923 et au génocide des Arméniens perpétré par le régime unioniste (Comité Union et Progrès).

L'analyse

Depuis deux décennies, les travaux de Taner Akçam ont construit une histoire critique de la République turque. Démarche de déconstruction des mythes fondateurs, elle a participé, avec d'autres chercheurs, intellectuels et activistes -dont Hrant Dink, Osman Kavala, et d'autres- à ouvrir les tabous verrouillant la société turque. Chercheur et enseignant aux Etats-Unis depuis le milieu des années 2000, il s'est attaché à documenter, à partir des archives étatiques, les continuités idéologiques et institutionnelles entre l'Empire ottoman finissant et la République turque naissante. Son ouvrage sur l'apartheid en Turquie, désormais publié en arménien, pousse la réflexion sur les origines de l'exclusion systématique des minorités en Turquie moderne. Il propose une lecture du régime turc comme système hiérarchisé fondé sur des critères ethno-religieux, posant la question du traitement des minorités non seulement sous l'angle historique mais aussi dans son actualité.

L'article complet ➔ armeniapeace.org

3. Désinformation, influence, manipulation : la France et l'Arménie parmi les cibles de Moscou et de Bakou



Le contexte

Dans un contexte géopolitique turbulent et conflictuel, les campagnes de désinformation sont des armes précieuses. La Russie est maîtresse dans cet art depuis la guerre froide. même depuis longtemps des opérations d'influence cognitive, notamment en Arménie, où les élections à venir intensifient les tentatives de manipulation de l'opinion publique. L'Azerbaïdjan, plus récemment, s'est engagé dans ces pratiques, ciblant notamment la France avec des contenus de propagande diffusés sur les réseaux sociaux. Face à ces menaces hybrides, la réponse ne peut être seulement étatique : l'éducation à la cybersécurité devient cruciale. En Arménie, l'ONG Armenia Peace Initiative (API) forme depuis 2023 des jeunes aux outils de défense numérique.

L'analyse

Depuis 2022, les sociétés francophones, notamment la France, sont visées par des campagnes étrangères de manipulation, menées par Moscou (dans le contexte ukrainien) et par Bakou (dans le conflit avec Erevan). L'Azerbaïdjan a orchestré des campagnes comme celle du "Baku Initiative Group", dénoncée par Viginum, visant à attiser les tensions internes françaises. En parallèle, des milliers de chaînes YouTube pro-Aliyev diffusent des contenus hostiles à l'Arménie. Faute d'un système équivalent à Viginum en Arménie, le pays reste vulnérable aux attaques cognitives, d'où l'importance d'initiatives éducatives comme celles d'API*.

*Action financée par Région Île-de-France

4. L'Azerbaïdjan maintient une situation de « ni guerre ni paix », Altay Goyushov



Le contexte

Près de cinq ans après la fin de la guerre au Haut-Karabakh, l'Arménie et l'Azerbaïdjan poursuivent bilatéralement des négociations fragiles et laborieuses pour tenter de mettre un terme au conflit qui les oppose depuis la fin de l'URSS. Après un premier accord inter-gouvernemental sur la délimitation des frontières signé en 2024, les pourparlers ont atteint une étape inédite mi-mars 2025, avec un accord de principe sur le texte d'un traité de paix. Pourtant, le terrain reste marqué par le rapport de force permanent, le risque d'agression et la violation du droit humanitaire: occupation militaire du territoire souverain de l'Arménie en plusieurs points de la frontière est et sud depuis 2021 et déplacement de 150 000 Arméniens du Haut-Karabakh en 2020 puis 2023 qui demeurent sans perspective de retour dans leurs foyers.

L'analyse

Dès l'annonce de "l'accord sur le texte" par Erevan et Bakou, les dissonances sont apparues : Bakou y a ajouté des conditions non prévues, tandis qu'Erevan appelle à fixer la date et le lieu de la signature. Les violations du cessez-le-feu se sont multipliées en direction du Syunik depuis l'Azerbaïdjan. La mission d'observation européenne a opposé un démenti aux inversions accusatoires émises par Bakou contre Erevan. Erevan propose depuis des mois un mécanisme d'échange d'informations, resté sans réponse. L'historien azerbaïdjanais Altay Goyushov, critique de longue date du régime, et la politologue Taline Papazian, enseignante à Sciences Po, ont analysé l'annonce de l'accord pour CivilNet : le premier y voit une stratégie azerbaïdjanaise de "ni guerre ni paix", la seconde alerte sur les risques d'une non-signature pour Erevan, rappelant l'échec des protocoles arméno-turcs.



Donner à Armenia Peace Initiative, c'est agir concrètement en faveur de la pérennité de l'Arménie. Tous les dons, quel que soit leur montant, rendent nos actions possibles, qu'il s'agisse de promouvoir la paix ou de renforcer la sécurité.

Ce printemps, aidez-nous à financer
nos formations en cybersécurité

Vous voulez nous aider ?
Il n'y a pas que le soutien financier qui compte.
Votre travail et votre bonne volonté sont les bienvenus !
Vous avez des compétences en levées de fonds, cybersécurité ou en communication?
Contactez-nous !



www.armeniapeace.org



[API Armenia Peace Initiative](https://www.linkedin.com/company/api-armenia-peace-initiative)



[Armenia Peace Initiative API](https://www.facebook.com/ArmeniaPeaceInitiativeAPI)



[@ArmeniaPeace](https://twitter.com/ArmeniaPeace)